



## **Communiqué de presse**

Pour diffusion immédiate

### **SONDAGE ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS – LÉGER:**

#### **Redressement des finances publiques : les économistes ont des idées**

MONTREAL, le 18 mars 2014 - Le sondage a été réalisé par Internet, du 24 février au 11 mars 2014, auprès des membres de l'Association des économistes québécois. Dans l'ensemble, 174 des 692 membres de l'Association rejoints par courriel ont répondu au sondage, ce qui confère aux résultats de l'étude une précision de  $\pm 6,4\%$ , et ce, 19 fois sur 20.

#### **Un optimisme intact envers l'économie du Québec**

Un peu plus de la moitié (53%) des économistes sondés croient que l'économie du Québec va demeurer stable au cours des six prochains mois, alors que 30% sont d'avis qu'elle va plutôt s'améliorer. Ces résultats sont semblables à ceux observés en novembre 2013 malgré les incertitudes résultant des perspectives mitigées pour la Chine et la zone euro, et les impacts possibles de la réduction des injections de liquidité par la Fed aux États-Unis.

#### **Le déséquilibre budgétaire : causes et remèdes**

Dans une très grande proportion, soit 93%, les économistes estiment que le déséquilibre des finances publiques du Québec est attribuable en bonne partie à des causes structurelles, soit principalement le vieillissement de la population et la hausse des frais de santé qui en résulte. Notons tout de même que 50% des économistes sondés croient que les causes sont mixtes : à la fois structurelles et conjoncturelles.

Étant donné que le gouvernement fédéral se dirige vers des surplus budgétaires importants, les deux-tiers des économistes (64%) croient que celui-ci devrait libérer de l'espace fiscal en faveur des provinces.

Mais les économistes québécois pensent aussi que le gouvernement du Québec devrait s'attaquer vigoureusement au contrôle des dépenses. Dans cette perspective, huit économistes sur dix (80%) croient que le gouvernement devrait réévaluer l'ensemble des crédits fiscaux et des programmes d'aide alors que dans une proportion de 73%, ils estiment qu'il devrait recourir davantage à la tarification des services offerts. Les répondants préconisent également une diminution de l'offre de services publics (62%) et une faible majorité (53%), le recours au secteur privé.

Différentes études montrent que l'industrie alimentaire met beaucoup trop de sucre et de sel dans les aliments, ce qui cause à moyen et long terme des problèmes de santé très sérieux. En amenant le secteur de l'alimentation à des pratiques plus responsables, le gouvernement pourrait réduire la pression sur le système de santé. À cet égard, une nette majorité (71%) des économistes sondés croient que le gouvernement ne devrait pas se limiter à des campagnes publicitaires visant les bonnes habitudes alimentaires, mais devrait aussi réglementer (64%) la teneur en sucre et en sel des aliments et boissons.

Ils sont plus partagés (48% pour) sur la nécessité d'imposer une taxation particulière pour le sucre et le sel de façon à décourager l'emploi abusif de ces ingrédients.

Les économistes québécois croient aussi que le gouvernement devrait être plus parcimonieux dans l'octroi d'aides aux entreprises et aux projets industriels. Ainsi, dans une proportion de 56%, ils sont d'avis que le gouvernement a été trop généreux dans l'aide annoncée pour la construction d'une cimenterie à Port-Daniel et que ce cas ouvre la porte à des demandes d'aide injustifiées et pour des entreprises qui n'en auraient pas besoin. En ce qui concerne la participation du gouvernement dans une coentreprise pour de l'exploration pétrolière sur l'île d'Anticosti, le pourcentage de ceux qui n'ont pas répondu est trop élevé pour dégager une vision claire de l'opinion des économistes. Un doute semble cependant perceptible quant à l'importance des rendements que générera cet investissement.

De façon plus générale, 60% des économistes sondés sont d'avis que le gouvernement donne trop de subventions aux entreprises. De plus, huit répondants sur dix (82%), sont d'avis que pour chaque cas où une aide au secteur privé est sollicitée, des études comparant la valeur de l'aide publique et les recettes susceptibles d'être recueillies par l'État devraient être effectuées.

### **Lier les programmes d'aide gouvernementale à la productivité**

Récemment, divers intervenants ont souligné que la trop faible productivité de l'économie québécoise compromettrait sérieusement sa compétitivité et sa capacité à générer la richesse nécessaire au financement des services publics. Pour remédier à cette situation, 86% des économistes sondés croient que le gouvernement du Québec devrait lier les programmes d'aide à des améliorations de productivité par les entreprises bénéficiaires. De plus, les trois quarts (75%) des répondants sont d'avis que le gouvernement devrait encourager l'acquisition de machinerie et d'équipements par les entreprises à l'aide de crédits fiscaux et de l'amortissement accéléré. Selon Jean-Michel Cousineau, président du Comité des politiques publiques de l'Association des économistes québécois, « le diagnostic est clair tout autant que le sont les solutions : les défis du Québec pour les prochaines années sont liés au vieillissement démographique, alors que les solutions résident, entre autres, dans le développement durable des ressources naturelles, l'amélioration de l'efficacité gouvernementale, la hausse de la productivité de l'industrie et, au besoin, la tarification des services plutôt que la hausse des taxes et des impôts ».

## **L'ASSOCIATION DES ÉCONOMISTES QUÉBÉCOIS**

L'Association des économistes québécois est une association professionnelle à but non lucratif fondée en 1975. Elle a pour finalité le développement et la diffusion du savoir économique, l'éclairage des débats publics et la valorisation du rôle de l'économiste. Elle privilégie la formation et l'éducation économique pour tous les citoyens. En accord avec son slogan « Pour des choix éclairés », l'Association est reconnue comme un interlocuteur crédible et impartial dans les débats économiques. C'est à ce titre qu'une majorité des membres de son Comité des politiques publiques ont fait parvenir aux chefs des principaux partis politiques une invitation à présenter selon une même méthodologie le cadre financier et budgétaire sur lequel s'appuient leurs engagements au cours de la présente campagne électorale. Un communiqué (<http://bit.ly/1crG9mS>) présente les grandes lignes de cette méthodologie.

## **CONTACTS**

**Association des économistes québécois**

Jean-Michel Cousineau, président, Comité des politiques publiques, Association des économistes québécois, et professeur titulaire, École de relations industrielles, Université de Montréal  
(514) 731-0356  
[jean.michel.cousineau@umontreal.ca](mailto:jean.michel.cousineau@umontreal.ca)

**Léger**  
Sébastien Poitras, Consultant en recherche  
(514) 982-2464  
[spoitras@leger360.com](mailto:spoitras@leger360.com)

### Résultats détaillés du sondage

**L'Association des économistes québécois comprend 692 membres, dont 644 ont été contactés par courrier électronique. Parmi ceux-ci, 174 (27% des membres) ont répondu au sondage.**

**Tableau 1 – Évolution de la situation économique du Québec à court terme**

**Question 1 :** Au début de l'année 2014, la majorité des analystes prévoient une poursuite du bon comportement de l'économie américaine et une accélération de la croissance économique au Québec et au Canada, ainsi qu'un maintien de la croissance économique mondiale, en dépit du fait que les indicateurs demeuraient mitigés pour la zone euro, qui risque de connaître une croissance encore faible, et la Chine, où la croissance pourrait être plus modeste. Toutefois, depuis un mois, la réduction des injections de liquidité par la Fed aux États-Unis et son impact particulier sur les finances des pays émergents, ainsi que les risques de déflation dans la zone euro, ont soulevé quelques craintes à l'égard de la santé financière de l'économie mondiale.

***Au cours des six prochains mois, est-ce que la situation économique du Québec devrait, à votre avis...***

**Base : tous les répondants**

	MARS 2014 (n=174)	NOV 2013 (n=209)	MAI 2013 (n=194)	FÉV. 2013 (n=173)	NOV. 2012 (n=170)	JUILLET 2012 (n=192)	MARS 2012 (n=175)	OCT. 2011 (n=183)	JUIN 2011 (n=173)	MARS 2011 (n=164)	NOV. 2010 (n=198)	JUIL. 2010 (n=233)	MARS 2010 (n=205)	OCT. 2009 (n=213)	MAI 2009 (n=228)	FÉV. 2009 (n=156)
<b>Se détériorer</b>	14%	11%	22%	13%	23%	23%	23%	35%	8%	8%	12%	7%	3%	7%	27%	82%
<b>Se maintenir</b>	53%	58%	63%	67%	68%	65%	63%	58%	65%	62%	70%	60%	51%	50%	47%	17%
<b>S'améliorer</b>	30%	28%	13%	17%	8%	11%	11%	7%	26%	30%	17%	32%	45%	42%	24%	1%
<b>Sans opinion</b>	3%	3%	2%	3%	1%	2%	3%	1%	1%	0%	1%	1%	1%	1%	2%	0%

**Tableaux 2 – Déséquilibre budgétaire**

**Question 2A :** Le gouvernement québécois avait prévu revenir à l'équilibre budgétaire en 2013-2014 mais il a dû y renoncer sous prétexte que la croissance a été plus faible qu'attendue. Toutefois, certains analystes ont plutôt attribué ce report à un déséquilibre structurel des finances publiques du Québec.

**Selon vous, le déséquilibre budgétaire qui frappe le Québec depuis plusieurs années est-il...**

Base : tous les répondants (n=174)

Principalement d'ordre conjoncturel	<b>5%</b>
Principalement d'ordre structurel	<b>43%</b>
À la fois d'ordre conjoncturel et structurel	<b>50%</b>
Sans opinion	<b>2%</b>

**Question 2BA-2BB :**

**Êtes-vous d'avis que...**

Base : répondants pour qui le déséquilibre budgétaire est entre autre d'ordre structurel (n=162)

	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>NE SAIT PAS / REFUS</b>
...c'est surtout le vieillissement de la population et la hausse effrénée des dépenses pour les soins de santé qui cause le déséquilibre structurel.	<b>71%</b>	<b>24%</b>	<b>5%</b>

...le fédéral, qui se dirige vers des surplus importants, devrait libérer de l'espace fiscal en faveur des provinces.	<b>64%</b>	24%	12%
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------	-----	-----

### Tableaux 3 – Mesures pour contrôler les dépenses publiques

**Question 3A-3D :** Comme l'a montré une étude récente du Centre sur la productivité et la compétitivité des HÉC, la part des dépenses publiques du Québec par rapport à celles de l'ensemble des provinces (26,8 % en 2012-2013) excède toujours sa part de la population (23 %) et celle du PIB (19,7 %) par rapport à l'ensemble canadien.

**Selon vous, pour éviter de recourir à des coupures des dépenses publiques, ou encore davantage aux hausses d'impôt et taxes et à l'endettement, le gouvernement du Québec devrait-il dès maintenant songer à adopter l'une ou l'autre des orientations suivantes :**

Base : tous les répondants (n=174)

	<b>OUI</b>	<b>NON</b>	<b>NE SAIT PAS / REFUS</b>
Réévaluer l'ensemble des crédits fiscaux et autres programmes d'aide à des secteurs particuliers, à la recherche, et au développement des régions.	<b>80%</b>	16%	4%
Recourir encore davantage à la tarification pour réduire la demande pour les services offerts, ainsi que leur coût.	<b>73%</b>	20%	7%
Diminuer l'offre de services publics dans tous les domaines où cela s'avère possible.	<b>62%</b>	32%	6%
Chercher des gains de productivité en recourant davantage à l'offre de services par le secteur privé, notamment dans le domaine de la santé.	<b>53%</b>	38%	9%

**Tableaux 4 – La politique industrielle du Québec**

**Question 4A-4G :** Le gouvernement québécois dispose d'une politique industrielle prévoyant différentes formes d'aide au développement et à la modernisation des entreprises québécoises. Dans le cadre de cette politique, il a récemment annoncé une injection de fonds publics permettant un investissement privé d'environ un milliard de \$ pour une cimenterie à Port-Daniel en Gaspésie.

**Indiquez donc votre point de vue sur les affirmations suivantes :**

Base : tous les répondants (n=174)

	<b>EN ACCORD</b>	<b>EN DÉSACCORD</b>	<b>NE SAIT PAS / REFUS</b>
Dans chaque cas d'aide publique, il faudrait s'assurer qu'elle soit profitable pour l'État suite à une étude comparant la valeur totale de l'aide publique accordée et les recettes susceptibles d'être recueillies éventuellement par l'État auprès des entreprises.	<b>82%</b>	12%	7%
De façon générale, le gouvernement du Québec donne trop de subventions aux entreprises.	<b>60%</b>	23%	17%
Dans le cas précis de la cimenterie de Port-Daniel, le gouvernement a été trop généreux.	<b>56%</b>	7%	<b>37%</b>
Ce dernier cas ouvre la porte à des demandes d'aide injustifiées, même parfois à des entreprises qui n'en auraient pas besoin.	<b>56%</b>	13%	<b>31%</b>

**Tableaux 5 – La productivité au Québec**

**Question 5A-5E :** L'étude récente du Centre sur la productivité et la compétitivité des HÉC a souligné le retard important qu'accusent les entreprises québécoises en matière de productivité.

**Selon vous, que doivent faire les gouvernements pour remédier à ce manque de productivité :**

Base : tous les répondants (n=174)

	OUI	NON	NE SAIT PAS / REFUS
Lier les programmes d'aide à des améliorations de productivité, dont la formation de la main-d'œuvre.	86%	9%	5%
Encourager (par des crédits fiscaux et l'amortissement accéléré) l'acquisition de machinerie et équipements par les entreprises.	75%	18%	7%
Mettre un terme à tous les programmes actuels d'aide (ex. crédits d'impôt) qui sont davantage liés à la création d'emplois qu'à la productivité.	33%	52%	15%
Appuyer uniquement le développement des secteurs les plus productifs.	24%	66%	11%
Ne rien faire étant donné que les gouvernements n'ont pas d'instruments efficaces pour agir en ce domaine.	7%	80%	13%

**Tableaux 6 : Le sel et le sucre dans l'industrie alimentaire**

**Question 6A-6D :** Différentes études montrent que l'industrie alimentaire met beaucoup trop de sucre et de sel dans les aliments, ce qui cause à moyen et long terme des problèmes de santé très sérieux : maladies cardiaques, diabète, obésité, la pression artérielle trop élevée, des problèmes rénaux, etc. À partir de ces études, différents intervenants canadiens et québécois réclament que les gouvernements prennent des mesures pour inciter l'industrie à des pratiques plus responsables.

**Dans ce contexte, croyez-vous que...**

Base : tous les répondants (174)

	OUI	NON	NE SAIT PAS / REFUS
Les gouvernements devraient mieux régler la teneur en sucre et en sel des aliments et boissons qui sont offerts aux consommateurs.	64%	29%	7%
Imposer une taxation particulière pour le sucre et le sel de façon à décourager l'emploi abusif de ces ingrédients.	48%	45%	7%
Se limiter à effectuer des campagnes de publicité massives contre les aliments sucrés et les boissons gazeuses, ainsi que les aliments salés.	23%	71%	6%
Ne rien faire, à l'exclusion des campagnes de publicité, étant donné que les gouvernements n'ont pas à s'immiscer dans les préférences des consommateurs.	22%	76%	2%



**Tableaux 7 : Investissement à Anticosti**

**Question 7A-7D :** Le gouvernement a récemment annoncé qu'il investissait un montant de 115 millions de \$ en capital-actions dans des coentreprises aux fins de l'exploration pétrolière à l'île d'Anticosti.

Base : tous les répondants (n=174)

Questions	OUI	NON	NE SAIT PAS / REFUS
Croyez-vous que le gouvernement aurait dû investir dans l'exploitation pétrolière du site Old Harry dans le Golfe St-Laurent dont les réserves sont prouvées ?	49%	20%	31%
Croyez-vous que l'implication sous forme de capital-actions est le mode de financement qui devait être privilégié par le gouvernement à cette phase ?	41%	26%	32%
Aurait-on dû envisager d'autres modes de participation, notamment sous forme d'actions privilégiées ou convertibles, ou encore d'obligations à rendement préférentiel ?	37%	24%	39%
Croyez-vous que l'on puisse anticiper des retours sur investissement à la hauteur des estimations effectuées ?	26%	31%	43%